

# Le projet d'aéroport de Nantes menace l'accord entre le PS et les écologistes

Eva Joly, Nicolas Hulot et Cécile Duflot ont participé à la mobilisation organisée le 10 juillet.

La scène se passe dans un champ, le 10 juillet, près de Notre-Dame-des-Landes, village de 2000 habitants au nord de Nantes (Loire-Atlantique). Le ton est donné avec le vrombissement d'un avion, miraculeusement supplanté par les meuglements d'une vache. Dans le champ, une gigantesque fresque humaine dessine un avion, qui se disloque. Vu du ciel, il reste cette inscription, scandée par la foule à l'adresse du puissant groupe de BTP chargé de construire puis d'exploiter, au moins pour cinquante-cinq ans, le futur aéroport Grand-Ouest : «*Vinci dégage*».

L'opposition au nouvel aéroport de Notre-Dame-des-Landes, dont la mise en service est prévue fin 2017, est montée d'un cran ce dimanche. La gendarmerie a compté 3000 manifestants, les organisateurs «*plus de 10000*». «*On monte en puissance*», assure Sylvain Fresneau, président de l'Association de défense des exploitants concernés par l'aéroport (*Adeca*), dont la ferme est menacée par l'emprise de ce projet.

## « Un enjeu national »

A l'approche de la présidentielle de 2012, le combat est devenu «*un enjeu national*». Eva Joly, Nicolas Hulot, Cécile Duflot : les leaders d'Europe Ecologie-Les Verts (*EE-LV*) ont fait escale dans la campagne nantaise. Tout comme des représentants du MoDem et du NPA (*Nouveau Parti anticapitaliste*). Les élus PS, comme ceux de l'UMP, ont boudé le rassemblement, et pour cause : si le projet, vieux de quarante ans, a redécollé sous l'impulsion de François Fillon, à l'époque où il présidait la région des Pays de la Loire, il est désormais largement porté par le député et maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault (*PS*).

Pour épicer le débat, le conseil fédéral d'EE-LV a voté, samedi 9 juillet, une motion faisant de l'abandon de cet aéroport une condition «*incontournable*» à un futur accord avec le PS, au second tour de la présidentielle. «*Notre volonté, c'est de battre Sarkozy avec la gauche*», assène Gilles Denigot, rapporteur de la motion. *Mais nous ne transigerons pas sur ce dossier.* »

Jean-Marc Ayrault défend «*un choix de raison*». Pour le maire de Nantes, le transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique sur le site de Notre-Dame-des-Landes «*répond à la sécurité des Nantais en évitant le survol à basse altitude de l'agglomération*».

Jean-Philippe Magnen, vice-président (*EE-LV*) du conseil régional des Pays de la Loire, rétorque que « *l'équipement actuel n'est pas saturé, et la question du survol de Nantes peut se régler en réorientant la piste* ». Pour lui, « *cet aéroport ne constitue pas un projet d'intérêt général mais un projet privé* ».

Le chantier de la plate-forme aéroportuaire et des dessertes terrestres routières est estimé à 550 millions d'euros. L'État apporte 130 millions, les collectivités locales 115,5 millions sous forme d'avances remboursables en cas de bénéfices. Les élus socialistes qui soutiennent le projet, parmi lesquels le président du conseil régional des Pays de la Loire, le président de la région Bretagne et celui du conseil général de Loire-Atlantique mettent en avant les retombées économiques du projet.

Entrée en dissidence, Françoise Verchère, conseillère générale (Parti de gauche), fustige un « *projet dépassé, hérité des Trente glorieuses* ». Elle parle de « *trahison idéologique des socialistes* ». « *Comment des élus de gauche peuvent-ils prêter de l'argent public à une multinationale comme Vinci ?* » s'exclame-t-elle. José Bové jubile : « *La fronde pourrait devenir un Larzac breton* », estime le député européen.

En dernier recours, les opposants espèrent être sauvés par les tritons crêtés ou le flûteau nageant. Une grande partie du site de Notre-Dame-des-Landes est en effet classée en zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (*ZNIEFF*). Dans les rangs des contestataires du dimanche, on promet déjà que les recours vont pleuvoir.

Yan Gauchard

*Le Monde, Mardi 12 juillet 2011*